

**DÉPARTEMENT DE L'ESSONNE
VILLE DE RIS-ORANGIS**

ARRETE TEMPORAIRE N°2026/140

du jeudi 28 mai 2026

**Portant modification temporaire de la réglementation en matière
de circulation et de stationnement pour autoriser la circulation
de poids lourds, la livraison de matériel de chantier
et la neutralisation de places de parking sur 20 mètres,
au 9 Rue de la Fontaine**

Le Maire de Ris-Orangis,

VU Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2213-1 à L.2213-6,

VU le Code de la Route notamment les articles L 325-1 à L 325-13 ; R 411-1 à R 411-33 ; R 412-1 à R 412-43 ; R 417-1 à R 417-13,

VU le Code de la voirie routière,

VU le Code Pénal,

VU le Décret n° 86-475 du 14 mars 1986 relatif à l'exercice du pouvoir de police en matière de circulation routière,

VU le Décret n° 86-476 du 14 mars 1986 portant modification de l'article R26 du Code Pénal,

VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 sur la signalisation routière et les textes subséquents le modifiant et le complétant,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1 – huitième partie sur la signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel en date du 6 mai 1992,

VU l'arrêté n° 2017/432 du mercredi 20 septembre 2017, portant réglementation de la circulation des véhicules et instituant une limitation à 30km/h des véhicules à moteur sur le territoire de la commune de Ris-Orangis,

VU l'arrêté n°2022/059 du 14 février 2022 portant réglementation des bruits et prévention des atteintes à la tranquillité,

VU la décision n° 2018/367 du 20 novembre 2018 fixant les montants des droits de voirie et d'occupation du domaine public,

VU l'arrêté permanent 2025/004 du mercredi 8 janvier 2025 réglementant et interdisant le stationnement des camions de plus 3.5T sur le territoire de la Ville de Ris-Orangis,

VU le règlement communal de voirie,

CONSIDERANT la demande présentée par le riverain, sis 11 Rue Colas – Bâtiment A - 91390 MORSANG-SUR-ORGE, relative à la neutralisation de places de parking sur 20 mètres et la demande présentée par la Société SAPO, sise BP 201 Rouvres-Saint-Jean – 45302 PITHIVIERS CEDEX, relative à une autorisation de circulation de poids lourds, dans le cadre des travaux de construction d'une maison individuelle au 9 Rue de la Fontaine à Ris-Orangis,

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de prendre toutes les dispositions pour assurer la pérennité du domaine public, la sécurité des piétons et des automobilistes pendant toute la durée des travaux,

CONSIDERANT que la neutralisation entraîne une modification du stationnement pour des raisons de bon ordre public et de sécurité pour le fonctionnement, devant le 9 Rue de la Fontaine à Ris-Orangis,

CONSIDERANT qu'il convient de réglementer la circulation et le stationnement des véhicules,

SUR proposition des Services Techniques Municipaux,

A R R Ê T E

ARTICLE 1^{er} : Autorisation.

Le riverain, sis 11 Rue Colas – Bâtiment A - 91390 MORSANG-SUR-ORGE et la Société SAPO, sise BP 201 Rouvres-Saint-Jean – 45302 PITHIVIERS CEDEX sont autorisés respectivement à neutraliser des places de parking sur 20 mètres pour le stationnement d'un poids lourd et à livrer du matériel de chantier, dans le cadre des travaux de construction d'une maison individuelle au 9 Rue de la Fontaine à Ris-Orangis.

Les travaux entraîneront :

- Une interdiction de stationner pour les véhicules légers et les poids lourds.
- Un changement de côté du stationnement alterné.
- La neutralisation de places de stationnement sur 20 mètres,
- Une dérogation à l'arrêté permanent 2025/004 du mercredi 8 janvier 2025 réglementant et interdisant le stationnement des camions de plus 3.5T sur le territoire de la Ville de Ris-Orangis.

ARTICLE 2 : Redevance.

En application de la décision n° 2018/367 du mardi 20 novembre 2018, une redevance d'un montant de 856,80 €, (20 mètres x 7,14 €/mois, soit 142,80 x 6 mois) est due au titre de la présente autorisation. Elle donnera lieu à l'émission d'un titre de recette en vue d'un règlement auprès du Trésor public, à l'attention du riverain bénéficiaire des travaux.

ARTICLE 3 : Stationnement.

Au niveau du périmètre du site de construction, le stationnement des véhicules légers et des poids lourds sera interdit et considéré comme gênant durant l'ensemble de la durée des livraisons. Les services de Police seront chargés de l'enlèvement des véhicules en infraction, conformément aux articles L 325-1 à L 325-12 du Code de la Route.

ARTICLE 4 : Signalisation et sécurisation du chantier.

L'entreprise chargée des travaux devra mettre en place de part et d'autre du chantier une signalisation réglementaire annonçant les travaux en cours.

ARTICLE 5 : Propreté des abords du chantier.

Les abords du chantier devront être nettoyés aussi souvent que nécessaire par l'entreprise chargée des travaux en fin d'intervention, ainsi que sur simple demande des Services Techniques Municipaux.

ARTICLE 6 : Remise en état du chantier.

A l'achèvement des travaux, l'entreprise est tenue d'enlever tous les décombres, terres, dépôts de matériaux, graviers et immondices, de réparer immédiatement tous les dommages qui auraient été causés sur le Domaine Public ou ses dépendances, de rétablir dans leur premier état initial les fosses, talus, accotements, chaussées ou trottoirs qui auraient été endommagés et d'enlever la signalisation du chantier.

En cas de fouille, l'entreprise devra procéder aux reprises d'enrobés sur la largeur de la fouille et sur la largeur totale sur trottoir ou de la chaussée avec un épaulement de 20 cm.

ARTICLE 7 : Affichage.

Le présent arrêté doit être affiché par le demandeur 48 heures minimum avant le début de chaque intervention.

ARTICLE 8 : Sécurité.

Les services de la police municipale et de la police nationale sont habilités à apporter toutes mesures modificatives complémentaires pour l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 9 : Durée.

Le présent arrêté est applicable du mardi 16 juin 2026 au vendredi 11 décembre 2026.

La présente autorisation n'est valable que pour la durée prévue à l'article 8. Elle sera périmée de plein droit s'il n'en a pas été fait usage avant l'expiration de ce délai. Elle ne se rapporte d'ailleurs qu'à l'installation actuellement prévue.

Cette autorisation doit pouvoir être présentée à tout moment à un agent dûment habilité, sur simple réquisition de sa part.

ARTICLE 10 : Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

Le présent arrêté sera transmis à :

- Monsieur le Commissaire de Police d'Evry-Courcouronnes,
- Monsieur le Directeur de la Police Municipale,
- Monsieur le Directeur des Services Techniques et de l'Urbanisme.

Et toute autorité administrative et agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Ris-Orangis, le 28 mai 2026.

Le Maire certifie sous sa responsabilité

Le caractère exécutoire de cet acte :

Transmis en Préfecture le :

Publié le : **15 JUIN 2026**

Notifié le :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours

Devant le Tribunal Administratif de Versailles

Dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification. Le Tribunal Administratif de Versailles peut aussi être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible sur www.telerecours.fr

Sonia Benameur,
Maire de Ris-Orangis



